

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

96, Quai de Jemmapes, Paris (Xe)

Le Numéro : 1 fr. 50

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

La tactique communiste et les élections (*Boris Souvarine*). — Notre « campagne électorale » ; Au secours des déportés de Sibérie ; Le Communisme

en danger (*Opposition Communiste française*). — Menteurs ou ignorants ? (*Primus*). — La Révolution chinoise et les thèses de Staline (*L. Trotsky*).

La tactique communiste et les élections

La direction du Parti communiste a décidé, les 9 et 10 novembre 1927, l'envoi d'une « lettre ouverte » aux membres du Parti (*Humanité* du 19 novembre) pour leur faire assavoir une nouvelle tactique décidée en leur nom par des dirigeants qui ne leur demandent jamais leur avis.

De ce long document presque illisible, comme tous les textes tombés des mêmes plumes, un effort laborieux permet de dégager, grâce aux sous-titres, deux affirmations principales : l'une, révélant la « radicalisation » (*sic*) de la classe ouvrière, l'autre annonçant une nouvelle tactique électorale du Parti par la formule « classe contre classe ».

Traduites en clair, avec l'aide du contexte et de précisions ultérieures, elles signifient que les travailleurs sont en état d'effervescence révolutionnaire et que le Parti communiste, en conséquence, entend ne faire aucune distinction entre les partis de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, parmi lesquels il range le parti socialiste, et qui tendent, paraît-il, à « la constitution sinon formelle, du moins en fait, d'un grand parti de classe de la bourgeoisie ».

Le rôle de la petite-bourgeoisie, lit-on dans l'*Humanité* du 19 novembre, « diminue de plus en plus ; dans sa majorité, elle est désormais intégrée à l'Union nationale... » Un mois plus tard, le Bureau politique communiste nous apprend (*Humanité* du 1^{er} janvier 1928) que le Parti socialiste « est

maintenant intégré dans l'Union nationale dont il ne se sépare sur aucun des problèmes essentiels qui se posent devant la classe ouvrière... »

Selon cette thèse, il ne subsiste déjà plus que deux classes en lutte, représentées respectivement par le Parti communiste et l'Union nationale, celle-ci groupant tous les autres partis. Les communistes, par suite, n'ont pas à différencier leurs adversaires et peu leur importe si les partis de droite dominant ceux de gauche aux élections législatives. Les candidats communistes seront maintenus au second tour de scrutin, de façon à retenir les suffrages qui pourraient se reporter sur les candidats socialistes et radicaux contre les prétendants les plus réactionnaires, et favoriseront ainsi l'élection de ceux-ci. Car, dit l'*Humanité* à maintes reprises, les uns et les autres sont à mettre « dans le même sac » (*sic*).

Depuis plusieurs mois, la presse et les agitateurs communistes répètent, avec la richesse d'argumentation qui les caractérise, les formules magiques : « radicalisation », « dans le même sac », « classe contre classe » qui doivent résoudre tous les problèmes.

« DANS LE MÊME SAC » ?

La « radicalisation » de la classe ouvrière est un phénomène dont les communistes officiels ont été les seuls à s'apercevoir. Une fois de plus, leur clairvoyance à rebours s'est avérée infatigable. Il suffit de

regarder autour de soi pour apprécier la découverte. A vrai dire, si l'on songe que les meneurs du Parti annonçaient en 1924 des événements révolutionnaires et prévoyaient des luttes sanglantes à l'occasion des élections municipales de 1925, la « radicalisation » décèle peut-être un progrès des mêmes gens dans le sens de la circonspection.

La trouvaille du « même sac » ne laisse malheureusement pas espérer, fût-ce contre toute attente, le moindre progrès d'une pensée indigente et perpétuellement contradictoire. Elle traduit en effet sous une forme vulgaire cette erreur très ancienne de Ferdinand Lassalle : « *Vis-à-vis de la classe ouvrière, toutes les autres classes ne forment qu'une seule masse réactionnaire* ». Un communiste sérieux et tant soit peu instruit ne peut ignorer avec quelle vigueur Marx et Engels l'ont réfutée dans leurs critiques du Programme de Gotha. « *C'est donc une absurdité de plus, écrivait Marx, que de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie et, par-dessus le marché, des féodaux « une seule masse réactionnaire » en face de la classe ouvrière* ». Et il ajoutait : « *Lors des dernières élections, a-t-on crié aux artisans, aux petits industriels, etc., et aux paysans : « Vis à vis de nous, vous ne formez, avec les bourgeois et les féodaux, qu'une seule masse réactionnaire ? »* »

De son côté, Engels, écrivait à Bebel que la phrase de Lassalle « *bien que ronflante, est historiquement fausse* » et qu'elle n'était vraie « *que dans quelques cas exceptionnels, par exemple dans une révolution du prolétariat comme la Commune, ou dans un pays où ce n'est pas la bourgeoisie seule qui a modelé la société à son image, mais où, après elle, la petite-bourgeoisie démocratique a achevé cette transformation jusque dans ses dernières conséquences* ». Un demi-siècle après le Congrès de Gotha, on exhume une erreur lassallienne en s'imaginant faire ainsi figure de révolutionnaires. Cela montre à quel niveau est tombé le Parti communiste après l'exclusion de ses fondateurs et la « bolchévisation » de ses membres.

« *Entre la prétendue démocratie du « Bloc des gauches » et le régime de réaction du « Bloc national », les travailleurs ne sauraient établir une différence* », assurait déjà le secrétaire général du Parti dans l'*Humanité* du 7 décembre 1925. Ce n'est donc pas la Chambre du bloc des gauches qui a voté une subvention aux grévistes de Douarnenez ? un gouvernement du bloc des gauches qui rendit possible la manifestation ouvrière de la translation des cendres de Jaurès au Panthéon ? les socialistes et les

radicaux du bloc des gauches qui ont plusieurs fois libéré les communistes emprisonnés ? le succès du bloc des gauches qui a permis la reconnaissance officielle du régime soviétique, considérée par les communistes, avec raison, comme un événement d'importance ? Qu'on se garde des illusions et qu'on n'oublie jamais le caractère capitaliste de la politique du bloc des gauches, rien de plus nécessaire : mais ne pas faire de distinction entre une politique *démocratique bourgeoise* et une politique *bourgeoise réactionnaire*, cela est digne d'illettrés d'une politique pseudo-communiste, n'ayant de communiste que l'étiquette prétentieuse.

« *Dans le même sac* » ? mais l'Internationale Communiste crée des filiales, sous les noms de *Secours rouge*, de *Secours ouvrier international*, de *Comité de défense des victimes du fascisme*, de *Comité contre la terreur blanche dans les Balkans*, de *Comité pour l'amnistie en Pologne*, d'*Amis de l'U.R.S.S.*, etc., etc., pour s'assurer le soutien de socialistes et de bourgeois libéraux.

« *Dans le même sac* » ? mais on sollicite l'intervention d'un avocat socialiste auprès de M. Loucheur pour obtenir de celui-ci la démarche qui a sauvé le communiste hongrois Racoszi.

« *Dans le même sac* » ? mais on met à contribution sans relâche l'influence de la Ligue des Droits de l'Homme, d'intellectuels et de parlementaires de gauche, et l'on mendie en permanence la signature de dames charitables.

Contradictions, duplicité, bavardage et rodomontades n'ont jamais composé une politique révolutionnaire.

« CLASSE CONTRE CLASSE » ?

Le leitmotiv « *classe contre classe* » ne vaut pas mieux que le « *même sac* », quelque aspect simili-doctrinal qu'il revête. Il témoigne également d'une ignorance exceptionnelle des conceptions communistes authentiques et d'une invincible tendance à remplacer le raisonnement par une *scie*, indice d'impuissance intellectuelle qui ne saurait tromper.

Il y a exactement un siècle que le saint-simonien Bazard, dans ses conférences, montrait « *les hommes partagés en deux classes, les exploitants et les exploités, les maîtres et les esclaves* », condition respective se continuant « *à un très haut degré dans les relations des propriétaires et des travailleurs* ». A la même époque, l'économiste Blanqui exprimait des vues analogues : « *Patriciens et plébéiens, esclaves et affranchis, guelfes et gibelins, roses rouges et roses blanches, cavaliers et têtes rondes, libéraux* »

et serviles, ne sont que des variétés de la même espèce ». Et avant eux, le *Manifeste des Egaux* avait esquissé la première ébauche de cette idée.

Mais après les babouvistes et les saint-simoniens, la science sociale fit de sensibles progrès. Dans leur *Manifeste* à jamais mémorable, en 1847, Marx et Engels, approfondissant l'analyse de leurs devanciers, mettaient en lumière, « dans les premières époques historiques », « une organisation hiérarchique de la société, une échelle graduée de conditions sociales ». Ils marquaient la complexité de cette organisation :

« Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves ; au moyen-âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs et, dans chacune de ces classes, des gradations particulières ».

Tout en avançant l'hypothèse d'une simplification future des antagonismes de classe : « La société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux grandes classes directement ennemies : la bourgeoisie et le prolétariat », ils distinguaient alors quatre classes : la bourgeoisie capitaliste, le prolétariat, la noblesse féodale et la petite-bourgeoisie. Et après la Révolution de 1848, leur pensée enrichie et mûrie corrige le schématisme de l'hypothèse du *Manifeste*. Dans son *Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx énumère pour la France cinq classes : les paysans, la petite-bourgeoisie, l'aristocratie foncière, la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat. Dans la *Lutte des Classes en France*, il note que la bourgeoisie se divise à son tour en catégories rivales : les financiers et les fabricants. Dans *Révolution et Contre-Révolution en Allemagne*, il discerne quatre catégories de paysans.

Ni Marx, ni Engels n'ont connu le prodigieux essor de la production capitaliste moderne et le complexus social qui en résulte. Mais leur méthode et leurs travaux enseignent à se garder des généralisations simplificatrices et montrent comment on doit tenir compte de toutes les forces sociales aux liens entrecroisés, aux intérêts changeants, aux habitudes tenaces. Jamais « l'organisation hiérarchique de la société », jamais « l'échelle graduée des conditions sociales » ne furent moins simples qu'aujourd'hui. La diversité des intérêts dans la classe bourgeoise entre financiers, industriels, propriétaires fonciers, commerçants, eux-mêmes subdivisés en sous-catégories selon qu'ils ressortissent à la banque,

à la bourse, à la production de matières premières, à l'industrie de transformation, à l'agriculture, à l'exportation, au marché intérieur ; dans la petite-bourgeoisie où propriétaires urbains et ruraux, techniciens et artisans, fonctionnaires d'Etat et employés supérieurs des entreprises privées, professions libérales et petits commerçants et petits fabricants voisinent sans confondre leurs besoins ; dans le prolétariat enfin, au sens large du mot, avec ses ouvriers qualifiés, sa main-d'œuvre non-spécialisée, ses employés subalternes, ses journaliers agricoles, soumis à des formes distinctes de la vie économique, — cette diversité d'intérêts, encore compliquée de traditions transmises et d'idéologies échangées, ne se laisse pas traiter à coups de formules et de rengaines.

En dehors des grandes crises du régime qui mettent aux prises les deux classes principales antagoniques et leur subordonnent les classes intermédiaires, la société contemporaine présente une telle variété de conditions économiques et de catégories sociales, un tel enchevêtrement de liens politiques et intellectuels que la fraction consciente du prolétariat doit faire preuve à la fois de perspicacité dans ses alliances, de souplesse dans sa tactique, de fermeté dans ses principes pour jouer un rôle efficace en attendant des circonstances historiques où elle puisse passer à l'action directe en entraînant l'immense majorité des exploités. L'aveuglement, l'ignorance, la raideur et la démagogie qui caractérisent la politique des meneurs de l'actuel Parti communiste ne préparent que des défaites.

« Classe contre classe » ? mais lors des élections municipales, un ex-secrétaire du Parti énumérait ainsi (*Humanité* du 12 février 1925) les éléments sociaux dont les communistes appelaient les suffrages : « ... la classe ouvrière, les paysans travailleurs, les petits commerçants, les artisans, les petits et moyens industriels, les petits porteurs et l'ensemble des éléments non fortunés des classes moyennes... »

« Classe contre classe » ? mais dans la classe dont on se réclame, on fait entrer tant de renforts imprévus qu'il n'y manque plus que les « petits millionnaires », selon l'observation (*Révolution Prolétarienne*, n° 10, Octobre 1925) d'un actuel dirigeant de la C.G.T.U.

« Classe contre classe » ? mais le député communiste spécialisé dans les questions paysannes proclame intangible la propriété privée jusqu'à concurrence de un million.

« Classe contre classe » ? mais tout récemment encore, un dirigeant du Parti annonce (*Humanité* du 6 Janvier 1928) :

« ...de précieux témoignages de sympathie venus de l'ensemble des classes moyennes » et se réfère à l'attention particulière des « petits commerçants et artisans ».

« Classe contre classe » ? Mais laquelle contre lesquelles, lesquelles contre laquelle, quand il en existe plus de deux ?

LA DOCTRINE ET L'HISTOIRE

Depuis qu'il existe un mouvement prolétarien fort d'une expression doctrinale, le parti ouvrier organisé a su s'orienter dans les difficultés présentées par une configuration sociale compliquée et des programmes politiques trompeurs. Pour s'en tenir au document le plus connu, il suffit de rappeler que le *Manifeste Communiste* indique l'importance des contradictions et dissensions internes des deux classes essentielles :

« L'organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux »... « Elle profite des dissensions intestines des bourgeois pour les obliger à légaliser certains intérêts de la classe ouvrière... ». « La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuelle, d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts viennent en conflit avec les progrès de l'industrie... »

Cette conscience des rivalités d'intérêts entre classes et fractions d'une même classe, offrant à l'avant-garde prolétarienne maintes possibilités d'améliorer ses conditions de lutte en attendant l'heure de la révolution sociale, inspire non seulement toute la tactique marxiste depuis trois quarts de siècle mais l'action politique même de la classe ouvrière. En Angleterre, le chartisme prolétarien a combattu avec l'appui de la petite-bourgeoisie radicale. « En France, les communistes se rallient au parti démocrate-socialiste contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire », disait le *Manifeste* ; cela signifiait soutenir le parti de Ledru-Rollin contre celui d'Armand Marrast, la *Réforme* contre le *National*. Pour les principaux pays où existaient des communistes, le *Manifeste* donnait des conseils imprégnés du même esprit. L'histoire du mouvement ouvrier en a mis en lumière la valeur et la force.

A la tradition vivante du prolétariat agissant, à la pensée clairvoyante du marxisme, de prétendus communistes opposent de nos jours une formule vide et sèche du guesdisme en laquelle ils reconnaissent

l'expression de leur « léninisme » récent. Passe encore qu'ils se réclament d'une parole dépourvue de portée, postérieure à l'époque où le guesdisme, cette forme déjà étriquée, simplifiée, figée du marxisme, avait joué un rôle utile : ils sont dignes d'elle comme elle est digne d'eux. Mais que ces imposteurs, du moins, laissent en paix le nom de Lénine, — de ce Lénine qui n'hésitait pas à voter pour les *cadets* (monarchistes-constitutionnels) contre les octobristes plus conservateurs, pour les populistes contre les cadets, pour les socialistes-révolutionnaires contre les populistes, pour les menchéviks contre les précédents, — de ce Lénine qui s'était si merveilleusement assimilé les conceptions de Marx sur les compromis politiques et les alliances de classes et qui sut guider à la victoire une révolution grâce à des alliances et à des compromis au service d'une idée communiste inaltérable.

COMMUNISTES ET SOCIALISTES

« Les communistes ne forment pas un parti distinct, opposé aux autres partis ouvriers », proclamait le *Manifeste communiste*, qui dit encore dans la péroraison : « Les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays ». Compte tenu des différences d'époques, des variations de la terminologie, de la caducité de certains points du célèbre document, l'idée essentielle des maîtres de la pensée communiste est claire et n'a jamais varié : les communistes ne doivent pas se détacher de l'ensemble de la classe ouvrière, quelque attardée qu'elle leur paraisse, quelque erronée que puisse être son idéologie influencée par la culture et les traditions bourgeoises ; eussent-ils cent fois raison contre les autres partis ouvriers, ils ne doivent pas oublier que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et non celle d'une minorité avancée. L'avant-garde précède l'armée, elle ne s'en sépare pas, elle ne la combat pas. A supposer que le communisme actuel soit une avant-garde, où donc serait la masse sinon dans les rangs du socialisme et du syndicalisme réformistes, voire sous l'influence du radicalisme petit-bourgeois et du catholicisme social ?

Réfutant l'affirmation d'un message de l'Internationale Communiste au Congrès de Lyon (Janvier 1924) où le parti socialiste était traité de « cadavre », Léon Trotsky écrivait : « Il est trop facile de parler du parti socialiste comme d'un cadavre pour lequel ne votent que « de rares ouvriers ». C'est une illusion. Le parti socialiste en France est une organisation électorale qui entraîne une portion considérable d'ouvriers passifs et demi-

passifs. Si chez les communistes la proportion entre les membres organisés et les électeurs est par exemple de 1 à 10 ou à 20, chez les socialistes elle peut être de 1 à 50 ou à 100 ».

Quelques mois plus tard, les élections confirmaient cette appréciation lucide, conforme à l'analyse marxiste et plus authentiquement communiste que des dénonciations virulentes de démagogues. Malgré une forte inclinaison vers le radicalisme républicain, après la scission de Tours, le Parti socialiste est resté un parti ouvrier. Fût-il même devenu petit-bourgeois dans sa composition, est-il conséquent pour le parti communiste qui tend à gagner les « classes moyennes » de le prendre comme cible au profit des groupements conservateurs ou réactionnaires ?

La distinction entre les « chefs » et les « masses », à laquelle on recourt pour justifier une guerre communiste contre le socialisme, ne résout nullement la difficulté. Cette distinction réside dans la conviction des communistes et ce n'est pas le moyen de la faire passer dans l'esprit des ouvriers socialistes que de traiter ceux-ci en inconscients dominés par des leaders tout-puissants. La solidarité entre la masse et ses représentants est réelle ; il arrive que ceux-ci soient dépassés par celle-là, mais seulement dans de courtes périodes historiques déterminées ; et dans l'un et l'autre cas, il ne suffit pas de vitupérer pour convaincre une masse de changer de parti. C'est seulement par une supériorité évidente de l'action et une constance dans le maintien des principes que le communisme pourrait conquérir des forces traditionnellement attachées à l'organisation socialiste et que retient, par besoin de sécurité, la prudence des cadres contrastant avec les risques d'une activité plus hardie.

Dans son ouvrage sur *l'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*, Lénine voit dans la formation d'une couche ouvrière privilégiée la cause profonde de la psychologie social-démocrate. Sans discuter ici ce point de vue, il faut observer qu'il est incompatible avec une tactique tendant à combattre les effets en négligeant les causes et à rendre quelques prétendus « chefs » coupables d'un phénomène aux origines si précisément indiquées. La manie d'imputer aux leaders socialistes la responsabilité de tous les maux, de la part de gens qui affectent simultanément un déterminisme économique rigide, outre qu'elle ajoute une contradiction à mille autres, traduit une tendance anthropomorphiste très caractéristique d'une mentalité primitive, d'une inculture dangereuse.

Le communisme déclinant court à sa perte dans la voie où il est engagé. Son avenir ne peut être sauf que par une rupture nette avec l'actuelle politique, l'actuelle tactique dont la péripétie électorale n'est que l'illustration. Il devra revenir à la conception marxiste, à la pratique léninienne des alliances, ou il s'isolera et s'épuisera dans une agitation factice.

La pire éventualité pour le Parti communiste serait de réussir dans son entreprise insensée de favoriser, lors des élections législatives, les candidats les plus réactionnaires contre les socialistes : l'Union Soviétique et la classe ouvrière française ne tarderaient pas à faire les frais de l'opération en attendant qu'elles se retournent contre les artisans de l'aventure. Mais un tel succès n'est pas à craindre. La classe ouvrière ne suivra pas les conseils de politiciens pseudo-révolutionnaires irresponsables. La majorité des communistes eux-mêmes méprisera les ordres d'une clique sans principes et comprendra instinctivement que quand la doctrine et la tradition du communisme sont bafouées par ceux qui s'en prétendent les dépositaires, la désobéissance est le plus sacré des droits et le plus impérieux des devoirs.

BORIS SOUVARINE.

A valoir...

Au meeting du Gymnase Japy, le 15 janvier, des communistes de nos amis distribuent des *Bulletin*. Ils étaient cinq. La foule, d'après *l'Humanité*, comptait 8.000 personnes.

Une bande de brutes, aux ordres des dirigeants du Parti, s'est jetée sur nos camarades pour les assommer. Des assistants se sont interposés mais notre camarade Garsot, encerclé, a reçu des coups *au visage* et est sorti ensanglanté.

Nous ne perdrons pas de temps à qualifier les pauvres brutes qui manifestent ainsi leur supériorité, à vingt contre un. Mais nous inscrivons les violences faites à Garsot au compte de M. Cachin, le supérieur hiérarchique des assommeurs.

Un peu de patience, M. Cachin. Vous faites assommer nos amis. Nous vous retrouverons.

LÉON TROTSKY

Cours nouveau

Avec une introduction de
BORIS SOUVARINE

A la Librairie du Travail

96, Quai de Jemmapes, PARIS

Prix : 2 francs

NOTRE « CAMPAGNE ÉLECTORALE »

A l'occasion des élections législatives, le *Cercle communiste Marx et Lénine* et les camarades de la *Lutte de classes* ont concerté une action commune pour saisir l'opinion ouvrière de la question des déportations de communistes en Russie soviétique et de la défaillance du Parti

Communiste devant la situation faite au prolétariat par la stabilisation capitaliste et la rationalisation industrielle. Voici le texte des affiches apposées dans les principaux quartiers ouvriers de la région parisienne par les vingt-cinq candidats théoriques des deux groupes.

OPPOSITION COMMUNISTE FRANÇAISE

Au secours des déportés de Sibérie

Travailleurs Communistes,

Il se passe en Russie Soviétique des événements dont vous ne pouvez vous désintéresser.

Nous en appelons à votre conscience, à votre solidarité de classe.

Depuis plusieurs mois, les plus éminents militants du communisme sont déportés en Sibérie, au Turkestan ou près de l'Océan glacial.

Ce sont des hommes bien connus dans le monde entier comme serviteurs intrépides du prolétariat, de la révolution.

Leurs noms : Trotsky, Radek, Racovsky, Smilga, Sapronov, Préobrajensky, Beloborodov, Smirnov, Sérebriakov, Sosnovsky, etc., dispensent de longs discours.

Des centaines d'ouvriers communistes sont aussi déportés ou emprisonnés pour leurs convictions politiques. Des milliers sont privés de travail pour le même motif et affamés, eux et leurs familles.

De quoi les accuse-t-on ?

Vous n'en savez rien, vous avez le droit et le devoir de le savoir.

Qui les a condamnés ?

Le gouvernement, par une procédure sommaire, secrète, soustraite à tout contrôle de l'opinion ouvrière.

Pour quelles raisons ?

Parce qu'ils ont voulu sonner l'alarme devant l'abandon graduel des positions dominantes du prolétariat et rendre à celui-ci sa prépondérance en péril.

Cette implacable répression s'accomplit avec l'approbation docile du « Parti Communiste français ».

Travailleurs communistes, avez-vous voulu cela ?

Serez-vous, par votre silence ou votre passivité, complices d'une politique contraire aux intérêts de la Révolution ?

Cela ne sera pas.

L'occasion vous est offerte de faire entendre votre voix, de demander des comptes, d'imposer votre volonté.

Aux candidats communistes qui font appel à vos suffrages, dictez cette exigence primordiale :

Justice aux déportés de Sibérie !

Car ces communistes ont été déportés sans avoir été jugés, sans avoir pu se défendre devant la classe ouvrière.

Avec nous, réclamez pour Trotsky et ses camarades la liberté de s'expliquer devant les masses travailleuses de tous les pays.

Exigez des communistes l'engagement solennel de l'obtenir avec nous du Parti Communiste.

Vive le communisme international !

La Commission Exécutive.

OPPOSITION COMMUNISTE FRANÇAISE

Le Communisme en danger

Prolétaires !

Il est temps de regarder en face la situation véritable du mouvement ouvrier.

Le capitalisme, ayant pu survivre à l'ébranlement de la guerre, renforce et perfectionne son exploitation par une « rationalisation », qui se traduit moins en progrès technique qu'en pressuration savante et implacable du labeur ouvrier.

Les travailleurs sont de jour en jour plus assujettis aux machines. Les femmes ni les enfants ne sont épargnés. Le patronat répond aux concurrences étrangères en rognant des salaires déjà misérables, attente aux droits syndicaux et réprime toute velléité de résistance à l'usine, comme l'Etat le fait dans l'armée.

Une sourde crise économique entretient la misère générale et les rivalités nationales multipliées nous préparent de nouvelles guerres avec des maux atroces.

Cependant, les syndicats restent faibles et divisés. L'unité nécessaire ne trouve pas encore sa voie et les partis ouvriers sont inaptes à rassembler les masses dans la lutte.

Prolétaires !

Dans une période aussi grave, le Parti Communiste cesse de tenir ses promesses. Il ment à son rôle d'avant-garde éclairée du prolétariat en éliminant ses éléments les plus conscients, en refusant d'informer honnêtement les travailleurs et en traitant la classe ouvrière en mineure.

Sa démagogie sans frein discrédite le communisme dans le présent et compromet son avenir. Une discipline mécanique le stérilise. Les principes communistes sont oubliés, l'esprit révolutionnaire corrompu.

La même crise ruine les partis communistes dans le monde entier depuis qu'une caste naissante de privilégiés a entravé les progrès de la Révolution en frappant la fraction la plus avancée du bolchévisme.

Bénéficiant des fautes répétées de l'Internationale Communiste, les Partis socialistes entraînent des masses imposantes de travailleurs dans les voies de la démocratie bourgeoise.

Prolétaires !

Réagissez. Vous voulez un Parti Communiste fort, c'est-à-dire actif et vivant, et non la caricature qu'il est devenu ; des syndicats non subordonnés à un parti ; vous voulez mener une lutte souple et efficace contre la bourgeoisie.

Brisez toutes les bureaucraties, reprenez en main votre propre cause, ne vous fiez aveuglément à personne et instruisez-vous directement des conflits qui mettent en jeu votre cause.

Ecoutez vos camarades fidèles à leurs idées de toujours qui s'adressent à vous, non pour obtenir des voix, mais pour éveiller des consciences.

Vive le Communisme !

Vive la Révolution sociale !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Commission Exécutive.

Menteurs ou ignorants ?

Le numéro 2 de *Internationale Communiste* (15 janvier 1928) contient une « Contribution à un programme d'action pour l'Allemagne » du camarade H. Brandler et la réponse du Bureau Politique du P.C.A. à cette étude.

Dans cette réponse, on lit à la page 127 : « Lénine disait que notre programme ne serait qu'un misérable chiffon de papier s'il ne nous aidait pas dans toutes les vicissitudes et péripéties de notre lutte. Il entendait par là une aide cadrant avec l'observation du programme et non avec sa violation : du moment que notre programme est la formulation du développement historique de la société allant du capitalisme au socialisme, il doit évidemment formuler dans les grands traits toutes les phases de ce développement, c'est-à-dire indiquer toujours au prolétariat la ligne à suivre pour se rapprocher du socialisme. Il s'ensuit qu'il ne doit pas y avoir dans la vie du prolétariat de moment où ce dernier soit obligé d'abandonner son programme ni de moments où ce programme l'abandonne.

« Mais de là découle la conclusion pratique qu'il ne doit pas y avoir de moment où le prolétariat, porté par les événements au pouvoir, ne puisse pas ou ne doive pas prendre des mesures déterminées pour réaliser son programme, des mesures transitoires dans l'esprit du socialisme. L'affirmation d'après laquelle, à un moment quelconque de la domination politique du prolétariat, le programme socialiste peut n'avoir aucune valeur, ne donner aucune indication pour sa réalisation, recouvre implicitement une autre affirmation : l'affirmation que le programme socialiste est en général irréalisable.

« Ainsi raisonnait Lénine. »

Cette citation est un peu longue. Elle ne peut donc pas avoir été écrite par cœur, ce qui arrive parfois pour des textes plus brefs de nos maîtres, que nous avons dans l'esprit sans nécessité de nous reporter à la source. Ceux qui ont fait la réponse à Brandler ont donc dû chercher le passage en question et le copier.

Or, l'auteur n'en est pas Lénine, mais Rosa Luxembourg ! On le trouve intégralement, mot pour mot, tome III des *Œuvres complètes* de Rosa Luxembourg, page 90, dans la polémique contre Bernstein.

Quel intérêt a-t-on eu d'attribuer un texte de Rosa à Lénine ? Il s'agit ici du B.P. du Parti allemand, c'est-à-dire de gens qui devraient connaître les écrits de Rosa, qui savent que la citation est d'elle puisqu'ils l'ont prise dans ses œuvres.

Menteurs ou ignorants ? .. La question, dans ce cas-ci, semble superflue.

* * *

Dans la revue *The Communist*, organe du P.C. anglais, n° 1, janvier 1928, nous trouvons des directives d'autodidaxie pour les fonctionnaires du parti. Il y est question des « Fondements du léninisme », et la troisième leçon, parue dans

le numéro mentionné, est consacrée à l'impérialisme.

Ces directives n'ont pas été élaborées en Angleterre. Elles émanent de l'« Agitprop » de l'I.C. de Moscou, à preuve un renvoi (page 47) à l'usage « des partis où les questions du luxembourgeois jouent un rôle ».

C'est de ce renvoi que nous allons nous occuper. Il est ainsi conçu :

« Rosa Luxembourg, elle aussi, considérait l'impérialisme comme l'époque de la révolution prolétarienne, et elle luttait contre le pacifisme de Kautsky. Mais sa théorie de l'impérialisme ne s'accorde pas avec la théorie marxiste de l'accumulation et en dévie. Ces déviations rendent difficile la lutte contre l'opportunisme et causent des erreurs de tactique ; elles se résument en ceci :

« 1° Elle n'a pas tenu compte des monopoles, c'est-à-dire de la structure économique changée de l'impérialisme. Elle a traité la question du point de vue de la libre concurrence et seulement de l'exportation des marchandises (et non de l'exportation des capitaux).

« 2° Elle n'a pas tenu compte du rôle actif de la paysannerie et des peuples coloniaux dans la lutte contre l'impérialisme.

« 3° Elle a construit théoriquement une « barrière » abstraite (1) du capitalisme dans l'avenir (impossibilité de la réalisation de la plus-value lorsqu'il n'y aura que des ouvriers et des capitalistes), et n'a pas tenu compte des barrières concrètes (2) dans le présent (monopoles, guerres impérialistes, révolution des peuples coloniaux, dictature du prolétariat existant déjà dans un ou plusieurs pays) ».

Nous n'avons pas l'intention de dénoncer tous les mensonges de ce morceau. Qu'il suffise d'en épinglez les plus flagrants.

D'abord une constatation : le passage dit que la théorie de Rosa n'est pas conforme à la théorie marxiste de l'accumulation. C'est là l'opinion privée de Boukharine. Que Boukharine et son école la défendent, personne ne trouverait à y objecter. Mais l'opinion de Boukharine n'est pas celle de tous les communistes, dont beaucoup estiment, en effet, que la théorie de Rosa, loin de dévier de celle de Marx, la développe et l'applique magistralement à la période impérialiste. Les fameuses « thèses sur la bolchévisation » (mars 1925) énumèrent toute une série d'« erreurs luxembourgiennes » qui, à notre avis, sont pour la plupart tirées par les cheveux, mais ces thèses ne parlent point de la théorie luxembourgeoise de l'impérialisme, et pour cause ! Car ce n'est pas une décision de congrès ou de conférence qui peut proclamer une théorie fautive ou juste. La vie seule peut en décider. Autant vaudrait voter pour ou contre la théorie de la valeur de Marx ! Mais comme aucune assemblée de l'I.C. n'a condamné cette théorie, il importait de faire connaître aux fonc-

(1) Souligné dans l'original.

(2) Souligné dans l'original.

tionnaires auxquels les directives du *Communist* sont destinées, tant le point de vue des partisans de la théorie de Rosa que celui de Boukharine. En n'agissant pas ainsi, l'« Agitprop » de l'I.C. bourre les crânes au lieu de les éclairer et éduquer.

Rosa Luxembourg n'a pas tenu compte des monopoles, disent les « directives ». Dans notre article *La crise du communisme*, nous indiquons pourquoi elle aurait eu tort de le faire. Si elle en avait tenu compte, elle serait descendue au niveau du léniniste vulgaire Boukharine.

Rosa Luxembourg n'a traité l'impérialisme que du point de vue de l'exportation des marchandises et non de l'exportation du capital ? Que l'on ouvre le I^{er} tome de *L'Accumulation du Capital* à la page 394, on y trouvera un chapitre intitulé : *L'emprunt international*, où elle analyse les causes et les effets de l'exportation des capitaux à travers l'histoire du capitalisme. Ce chapitre va jusqu'à la page 423. L'auteur de ces directives a-t-il jamais eu en main le livre de Rosa ?

Menteur ou ignorant ?...

Un quidam quelconque pourrait se permettre de publier les plus grandes sottises. Mais l'« Agitprop » de l'Internationale ?

Passons au point 3. Rosa aurait construit une barrière *abstraite* dans l'avenir, sans tenir compte des barrières *concrètes* qui rendent déjà l'existence du capitalisme de plus en plus précaire. Le même argument a été avancé contre elle par ...Otto Bauer.

L'auteur des directives, tout comme Bauer, n'a pas lu jusqu'au bout (ou peut-être pas du tout) l'œuvre qu'il critique.

On lit dans *L'Accumulation* de Rosa, p. 425 :

« L'impérialisme est autant une méthode historique de prolonger l'existence du capital que le moyen le plus sûr de mettre à son existence un terme objectif dans le plus bref délai. Ce point final ne doit pas être atteint d'une manière pédantesque. La seule tendance vers ce but final se manifeste dans des formes qui font de la phase finale du capitalisme une période de catastrophes ».

Et à la page 445 :

« Plus s'accroît la violence que le capital emploie, à l'intérieur et à l'extérieur, pour anéantir les couches non-capitalistes et pour avilir les conditions d'existence de toutes les classes laborieuses, et plus l'histoire quotidienne de l'accumulation du capital se transforme, sur la scène mondiale, en une chaîne ininterrompue de catastrophes et de convulsions politiques et sociales qui, se joignant aux catastrophes économiques périodiques sous forme de crises, créeront l'impossibilité de la continuation de l'accumulation et la nécessité de la rébellion de la classe ouvrière internationale contre la domination du capital, avant que celle-ci n'ait encore atteint économiquement la barrière naturelle qu'elle a créée elle-même ».

Pour l'auteur des « directives », Rosa n'a point tenu compte de tout cela.

Menteur ou ignorant ?...

Et surtout, elle n'a pas tenu compte de « la dictature du prolétariat existant déjà dans un ou plusieurs pays ». Rosa a écrit son livre en 1912. Sans doute aurait-elle dû, à cette époque, tenir compte de l'existence de l'U.R.S.S. !

Menteur ou ignorant ? Ni l'un ni l'autre. Créatin suffit.

Dans le rapport présenté par Boukharine à la VII^e session de l'Exécutif Elargi de l'I.C., sur la situation mondiale et les tâches de l'Internationale (novembre-décembre 1926), intitulé *Stabilisation capitaliste et Révolution prolétarienne*, on lit, page 29 :

« Malheureusement, si étrange que cela soit, la théorie absurde que nous avons citée (3) peut s'appuyer sur certaines affirmations erronées de Rosa Luxembourg qui, comme on le sait (qui : « on » ?) considérait le militarisme comme une forme d'accumulation capitaliste maintenant le système capitaliste en équilibre ».

Rosa Luxembourg expose, en effet, dans le 32^e chapitre de *L'Accumulation* que le militarisme est un champ d'accumulation du capital. Dans son ouvrage de réfutation : *L'Impérialisme et l'accumulation du Capital*, Boukharine évite de s'aventurer sur ce terrain et ne souffle pas mot du problème. Il lui aurait été vraiment difficile d'opposer quoi que ce soit au raisonnement serré et irrefutable de la grande élève de Marx. Mais Rosa n'a jamais affirmé que le militarisme et la guerre « profitent » à l'économie ou qu'ils maintiennent le système capitaliste « en équilibre ». Elle a démontré, dans ce chapitre, que le militarisme donne au système capitaliste des débouchés élargis parce qu'il concentre le pouvoir d'achat dispersé des classes qui ne sont ni salariées ni capitalistes et une partie du pouvoir d'achat des masses salariées (impôts !) aux mains de l'Etat, qui emploie ces ressources à l'achat d'engins de guerre.

La théorie d'après laquelle le militarisme allège le capitalisme et lui permet de se maintenir en équilibre a été défendue par le réformiste allemand Max Schippel en novembre 1898 dans les *Sozialistische Monatshefte*. Cette théorie fut combattue par Rosa dans la *Leipziger Volkszeitung* en février 1899, et on trouve cette réfutation dans le tome III des *Œuvres* de Rosa, pages 146-147. Boukharine a donc confondu Rosa avec le réformiste Schippel !

Pour combattre Rosa Luxembourg, Boukharine a dû lui imputer d'abord les idées de Schippel que Rosa avait réfutées elle-même à une époque où Boukharine pi...aillait encore dans ses langes théoriques.

Menteur ou ignorant ?... Nous en laissons juges les lecteurs.

Mais menteur ou ignorant, Boukharine est aujourd'hui le leader de l'Internationale Communiste, le successeur effectif de Zinoviev. Il est le théoricien (*sic*) le plus en vue du mouvement communiste. Ses « idées » sont enseignées dans toutes les écoles de l'U.R.S.S. et dans les cours d'« éducation (*sic*) léniniste » (*sic*) de tous les partis communistes. Si le chef « brille » par de telles qualités, quelles doivent être les « qualités » de ses lieutenants ?

PRIMUS.

(3) Il s'agit de la théorie d'apologistes du capitalisme, selon laquelle le militarisme et la guerre profitent à l'économie parce qu'ils ouvrent des débouchés énormes à l'industrie des munitions et du matériel de guerre, ce qui atténuerait les crises et le chômage.

La Révolution Chinoise

et les Thèses de Staline

(Fin)

Les soviets et l'armement des ouvriers et des paysans

25. Les thèses de Staline, qui repoussent le mot d'ordre vital et indispensable des Soviets, déclarent d'une façon quelque peu inattendue que le principal « contre-poison (?) » à opposer à la contre-révolution, est l'armement des ouvriers et des paysans ». Incontestablement, l'armement des ouvriers et des paysans est une chose nécessaire. Là-dessus, il n'y aura pas de désaccords entre nous. Mais comment donc expliquer que pour le bien de la révolution on ait jusqu'ici jugé utile d'armer les ouvriers « dans des proportions minimales » ? que les représentants de l'I.C. se soient pratiquement opposés à l'armement des ouvriers (voir la lettre de 4 camarades à la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. à l'I.C.) ? que, malgré la possibilité qu'ils avaient de s'armer, les ouvriers se soient trouvés sans armes au moment du coup d'Etat ? Tout cela s'explique par le désir de ne pas rompre avec Tchang-Kai-Chek, de ne pas le chagriner, de ne pas le rejeter à droite. Le merveilleux « contre-poison » a manqué précisément le jour où il était le plus nécessaire. Aujourd'hui même à Ouhan, la masse ouvrière ne s'arme pas, pour « ne pas rejeter » Wen-Tchin-Wai.

26. L'armement des ouvriers et des paysans est une chose excellente. Mais il faut être logique. Il y a déjà dans le sud des paysans armés : ce sont les armées nationales. Et cependant, loin d'être « le contre-poison opposé à la révolution », elles ont été son instrument. Pourquoi ? Parce que la direction politique, au lieu d'embrasser par l'intermédiaire de Soviets de députés-soldats toute la masse de l'armée, s'est bornée à copier extérieurement nos « sections politiques » et nos « commissaires ». Tout cela, en l'absence d'un parti révolutionnaire indépendant et de Soviets de soldats, s'est changé en un simple paravent du militarisme bourgeois.

27. Les thèses de Staline repoussent la formule des Soviets sous prétexte que ce serait « un mot d'ordre de lutte contre l'autorité du K.M.T. révolutionnaire ». Mais que veulent dire alors ces mots : « Le principal contre-poison à opposer à la contre-révolution est l'armement des ouvriers et des paysans » ? Contre qui s'armeront les ouvriers et les paysans ? Ne sera-ce point contre l'autorité du K.M.T. révolutionnaire ?

Le mot d'ordre de l'armement des ouvriers et des paysans, s'il n'est pas une phrase, un paravent, mais un appel aux actes, a un caractère non moins aigu que celui des Soviets ouvriers et paysans. Faut-il croire que le peuple armé souffrira à côté de lui, ou au-dessus de lui, l'autorité d'une bureaucratie étrangère et ennemie ? L'armement effectif des ouvriers et des paysans, dans les conditions données, entraîne fatalement la formation de Soviets.

28. Qui armera les masses ? Qui dirigera ces hommes armés ?

Tant que les armées nationales avançaient et que les armées du Nord cédaient du terrain, l'armement des ouvriers aurait pu s'effectuer relativement sans peine. L'organisation en temps utile de Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats aurait été en effet un « contre-poison » opposé à la contre-révolution. Par malheur, le passé est irréparable. Les circonstances ont bien changé. Le peu d'armes saisies spontanément par les ouvriers (n'est-ce pas là les « excès » en question ?) leur ont été arrachées. La marche sur le nord est arrêtée. Désormais

l'armement des ouvriers et des paysans est chose pénible et difficile. Déclarer que le temps des Soviets n'est pas encore venu et tout à la fois lancer le mot d'ordre de l'armement des ouvriers, c'est semer la confusion. Seuls, les Soviets peuvent devenir, dans le développement ultérieur de la révolution, l'organe capable de pratiquer réellement l'armement des masses et de diriger ces masses en armes.

Pourquoi est-il impossible de constituer des Soviets ?

A cela, les thèses répondent : « D'abord, on ne peut pas faire des Soviets à n'importe quel moment, ils se forment seulement dans des périodes de grand élan révolutionnaire ». Si ces mots ont un sens, c'est celui-ci : nous avons laissé passer le moment favorable en ne conseillant pas la formation des Soviets dès le début de la dernière période du puissant mouvement révolutionnaire des masses. Encore une fois : le passé est irréparable. Si l'on juge que la révolution chinoise est écrasée pour longtemps, la formule des Soviets, naturellement, ne trouvera pas d'écho dans le peuple. Mais alors, celle de l'armement des ouvriers et des paysans se trouve davantage encore dénuée de fondement. Nous ne pensons pourtant pas que les conséquences de la fausse politique suivie soient si graves et si profondes. Il y a beaucoup d'indices de la possibilité, de la vraisemblance d'un nouveau flux révolutionnaire à brève échéance. Un de ces indices entre autres est que Tchang-Kai-Chek est obligé de coqueter avec les masses, de promettre aux ouvriers la journée de 8 heures, aux paysans d'autres avantages, etc... Au cas où le mouvement agraire continuera de s'étendre et où la petite bourgeoisie des villes se tournera contre Tchang-Kai-Chek, agent de l'impérialisme, il peut se présenter prochainement des conditions plus favorables dans lesquelles l'avant-garde prolétarienne, aujourd'hui défaits, regroupera les rangs des travailleurs pour une nouvelle offensive. Cela viendra-t-il un mois plus tôt ou plus tard, nous l'ignorons, mais nous devons en tout cas préparer cette offensive dès maintenant par notre programme, nos mots d'ordre et notre agitation. En d'autres termes, *le mot d'ordre des Soviets accompagnera désormais toute la marche de la révolution chinoise et reflétera ses destinées.*

30. En second lieu, disent les thèses, les Soviets ne se forment pas pour y bavarder, mais comme des instruments de lutte contre le pouvoir existant, et pour la conquête du pouvoir ». Que les Soviets ne soient pas créés à titre de parlottes, voilà, je crois, l'unique vérité contenue dans les thèses. Mais un révolutionnaire ne propose pas non plus l'armement des ouvriers et des paysans pour bavarder. Dire : au stade actuel, il ne peut sortir des Soviets que du bavardage et au contraire, de l'armement des ouvriers et des paysans, un résultat sérieux, c'est se moquer ou bien de soi-même ou bien des autres.

31. Troisième argument : comme il y a maintenant à Ouhan une série d'organisations de la gauche du Kuomintang, — celle qui, dans le manifeste solennel du 23 avril, s'excuse de s'être laissée surprendre par le coup d'Etat de Tchang-Kai-Chek — les thèses en tirent la conclusion suivante : la formation de Soviets équivaldrait à une insurrection contre la gauche du K.M.T. « car il n'y a aujourd'hui dans cette région aucune autre autorité que celle du K.M.T. révolutionnaire ».

La conception bureaucratique de l'autorité révolutionnaire transparait à travers ces mots. L'autorité est entendue non comme l'expression et la fixation de la lutte des classes en voie de développement, mais comme la volonté propre du K.M.T. Les classes viennent et s'en vont, mais la perpétuité du Kuomintang demeure. Il ne suffit pourtant pas de déclarer l'Ouhan centre de la révolution pour qu'il le soit en effet. Le K.M.T. de Tchang-Kai-Chek avait dans les provinces une vieille bureaucratie réactionnaire et vénale. Qu'a le K.M.T. de gauche ? Rien pour le moment ou presque rien. Le mot d'ordre des Soviets est un appel à la constitution de véritables organes d'une autorité nouvelle, en passant par le régime transitoire de deux autorités parallèles.

32. Mais quelle sera l'attitude des Soviets envers « le gouvernement du K.M.T. révolutionnaire », unique autorité, dit-on, « dans cette région » ? Question classique en vérité. L'attitude des Soviets envers le K.M.T. révolutionnaire répondra à l'attitude du K.M.T. envers les Soviets. En d'autres termes, à mesure que les Soviets se formeront, s'armeront, se consolideront, ils ne souffriront au-dessus d'eux qu'un gouvernement consentant à s'appuyer sur les ouvriers et les paysans en armes. Ce qui fait la valeur du système des Soviets, surtout à une époque directement révolutionnaire, c'est qu'il fournit le meilleur moyen de garantir la concordance entre l'autorité centrale et l'autorité locale.

33. Déjà en 1925, Staline appelait le K.M.T. « un parti ouvrier et paysan » (?) (voir *Les problèmes du léninisme*, p. 264). Cette définition n'a rien de commun avec le marxisme. Mais on comprend que par cette formule inexacte, le camarade Staline a voulu exprimer l'idée que la base du K.M.T. est l'alliance des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie. C'était absolument faux, pour la période où cela a été dit : derrière le K.M.T. marchaient en effet, les ouvriers et les paysans, mais leur conducteur était la bourgeoisie, et nous savons où elle les a conduits. Des partis de ce genre s'appellent partis bourgeois et non partis ouvriers et paysans.

Aujourd'hui, après le « détachement de la bourgeoisie » (c'est-à-dire après qu'elle a massacré le prolétariat non armé et non préparé), la révolution, d'après Staline, entre dans une nouvelle phase, où elle doit être conduite par le K.M.T. de gauche, c'est-à-dire par un Kuomintang qui, il faut le supposer, réalisera enfin l'idée stalinienne du « parti ouvrier et paysan ». La question se pose : pourquoi donc la formation de Soviets de députés ouvriers et paysans signifiera-t-elle la guerre à l'autorité de K.M.T. ouvrier et paysan ?

34. Encore un argument : inviter à former les Soviets, « c'est donner aux ennemis du peuple chinois une nouvelle arme pour combattre la révolution, pour fabriquer de nouvelles légendes et prétendre qu'il n'y a pas de révolution nationale, mais une transplantation artificielle des Soviets moscovites ».

Cet argument stupéfiant signifie que, si nous développons, étendons, approfondissons le mouvement révolutionnaire, les ennemis du peuple chinois redoubleront d'efforts pour le calomnier. Cet argument n'a pas d'autre sens. Donc, il n'a aucun sens.

Peut-être les thèses ont-elles en vue non pas les ennemis du peuple chinois, mais la crainte qu'inspire aux masses populaires la soviétisation moscovite ? Sur quoi pareilles considérations seraient-elles fondées ? On le sait, toutes les variétés de la bourgeoisie « nationale » droite, centre, gauche, aiment à se décorer des couleurs moscovites ; elles ont des commissaires, des directions politiques de l'armée, des plénums du Comité Central, des commissions de contrôle, etc. La bourgeoisie chinoise ne redoute nullement la transplantation des formes moscovites, qu'elle falsifie soigneusement pour les faire servir à ses objectifs. Pourquoi cela ? Non par affection pour Moscou, mais parce que les formes moscovites sont populaires dans les masses. Le paysan chinois sait que les Soviets ont donné aux paysans russes la terre. Ceux qui ne le savent pas doivent

l'apprendre. Les ouvriers chinois savent que les Soviets ont assuré la liberté au prolétariat russe ; l'expérience de la contre-révolution de Tchang-Kai-Chek a dû faire comprendre aux ouvriers conscients que sans une organisation indépendante embrassant tout le prolétariat et assurant sa collaboration avec les masses opprimées des campagnes, la révolution ne peut pas triompher. La formation de Soviets découle, pour la population chinoise, de sa propre expérience, loin d'être « une transplantation des Soviets moscovites ». Une politique qui a peur de nommer les choses par leur nom est une fausse politique. Il faut se guider sur les masses révolutionnaires, sur les exigences objectives de la révolution et non sur ce que diront les ennemis.

35. On dit : le Gouvernement d'Hankéou est un fait, Feng-Yu-Sian est un fait, Tan-Chen-Si est un fait, ils ont des forces armées ; ni le Gouvernement d'Ouhan (Hankéou), ni Feng-Yu-Sian, ni Tan-Chen-Si ne veulent des Soviets. Constituer des Soviets serait rompre avec ces alliés. Cet argument, sans être franchement formulé dans les thèses, est décisif pour beaucoup. Le Gouvernement de Hankéou a été appelé par Staline « le centre de la révolution », « l'unique pouvoir ». Nous voyons dans nos assemblées de Parti faire de la réclame pour Feng-Yu-Sian, « ancien ouvrier », « fidèle révolutionnaire », « homme sûr », etc... C'est là la répétition des erreurs du passé dans une circonstance où ces erreurs peuvent être encore plus funestes. Le Gouvernement de Hankéou et le commandement militaire ne peuvent être contre les Soviets puisqu'ils ne sont pas décidés à un programme agraire radical, s'ils refusent de rompre effectivement avec les grands propriétaires et la bourgeoisie, s'ils nourrissent secrètement l'idée du compromis avec la droite. Mais il n'en est que plus essentiel de former des Soviets. C'est le seul moyen de pousser vers la gauche les éléments révolutionnaires de Hankéou, et d'obliger les éléments contre-révolutionnaires à se retirer.

36. Mais, même si les Soviets ne font pas la guerre à l'« unique » gouvernement de Hankéou, ils apporteront cependant une certaine division du pouvoir ? Sans doute. Celui qui s'oriente vraiment, et non pas verbalement, sur le pouvoir ouvrier et paysan, doit comprendre que cette orientation comporte une certaine période de division du pouvoir. Combien durera cette période, quelles formes concrètes prendra-t-elle, cela dépendra de la conduite que tiendra le gouvernement de Hankéou, du degré d'indépendance et d'initiative du Parti Communiste, de la rapidité du développement des Soviets, etc. Notre tâche consiste, en tous cas, à renforcer l'élément ouvrier et paysan de cette dyarchie, en préparant ainsi le véritable gouvernement ouvrier et paysan avec un programme démocratique intégral.

37. Mais il y a sur le Yang-Tsé-Kiang des dizaines de bâtiments de guerre étrangers qui peuvent balayer Shanghai, Hankéou et le reste. N'est-ce pas une folie, dans ces conditions, de faire des Soviets ? Cet argument non plus n'est pas formulé dans les thèses de Staline, mais il se promène à travers les réunions du Parti (Martynov, Yaroslavsky, et autres) ; l'école de Martynov voudrait tuer l'idée des Soviets par la peur de l'artillerie de marine britannique. Le procédé n'est pas nouveau. En 1917, les S.R. et les menchéviks voulaient nous faire peur en disant que la prise du pouvoir par les Soviets entraînerait la prise de Cronstadt et de Pétrograd par les alliés. Nous répondions : le seul salut est dans l'approfondissement de la révolution. L'impérialisme étranger n'acceptera jamais qu'une « révolution » qui, au prix de quelques concessions à la bourgeoisie chinoise, affermira ses propres positions en Chine. Toute révolution véritablement populaire, sapant les bases coloniales de l'impérialisme, appellera fatalement de sa part une résistance acharnée. Nous avons essayé de nous arrêter à mi-chemin, mais cette « seule ligne juste » n'a pas préservé Nankin des canons de l'impérialisme, ni les ouvriers chinois des mitrailleuses de Tchang-Kai-Chek. Seule, l'entrée de la Révolution chinoise dans la

phase de l'action véritable des masses, seule la formation de Soviets ouvriers, paysans et soldats, seul l'approfondissement du programme social de la révolution, peuvent, comme en témoigne notre propre expérience, apporter le trouble dans les rangs des armées étrangères, éveiller leur sympathie pour les Soviets et par là, protéger effectivement la révolution contre les coups du dehors.

Que propose Staline à la place des Soviets ?

38. La formation de « comités paysans révolutionnaires, de syndicats ouvriers et d'autres organisations de masses, éléments préparatoires des Soviets de l'avenir ». Que doivent représenter ces organisations ? Là-dessus, nous ne trouvons rien dans les thèses. La phrase disant que ce sont « les éléments préparatoires des Soviets de l'avenir » n'est qu'une phrase et rien de plus. Que feront ces organisations aujourd'hui ? Elles devront conduire les grèves, le boycottage, briser l'appareil bureaucratique, anéantir les bandes contre-révolutionnaires, chasser les grands propriétaires, désarmer les troupes des usuriers et des koulaks, armer les ouvriers et les paysans, en un mot résoudre tous les problèmes de la révolution démocratique agraire et s'élever ainsi à la situation d'organes locaux du pouvoir. Mais alors, ce sont des Soviets, seulement mal adaptés à leur fonction. Les thèses proposent donc, si l'on prend cette proposition au sérieux, de constituer, à la place des Soviets, des succédanés de Soviets.

39. Pendant tous leurs mouvements de masse jusqu'ici, les syndicats ont nécessairement rempli des fonctions se rapprochant de celles des Soviets (Hong-Kong, Shanghai, etc.) mais précisément, pour ces fonctions, les syndicats sont apparus tout-à-fait insuffisants. Ils groupent un tout petit nombre d'ouvriers. Ils n'embrassent à aucun degré la petite bourgeoisie des villes, avoisinant le prolétariat. Et pourtant, des fonctions comme la direction de grèves avec le moindre dommage pour la population pauvre des villes, la distribution des vivres, la participation à la politique fiscale, la participation à la formation de fortes armées, sans parler de la révolution agraire, ne peuvent être menées à bien avec l'envergure nécessaire que si l'organisation dirigeante, non seulement embrasse toutes les catégories du prolétariat, mais encore les rattache étroitement, au cours de son action, à la population pauvre des villes et des campagnes. En effet, le coup d'Etat militaire de Tchang-Kai-Chek a dû, semble-t-il, faire comprendre à tous les révolutionnaires que des Syndicats séparés de l'armée sont une chose, et des Soviets de députés ouvriers et soldats en sont une autre. Des Syndicats révolutionnaires et des comités de paysans peuvent aussi bien que les Soviets susciter la haine de l'ennemi. Mais beaucoup moins que les Soviets, il peuvent repousser les coups.

Si nous parlons sérieusement de l'alliance du prolétariat avec les masses opprimées des villes et des campagnes — non pas d'une « alliance » à moitié frelatée, entre les dirigeants et par l'intermédiaire de représentants douteux, mais d'une alliance de combat effective, formée et trempée dans la lutte des masses contre l'ennemi — il ne saurait y avoir d'autre forme d'organisation que les Soviets. Ceux-là seuls peuvent le nier qui comptent davantage sur des dirigeants opportunistes que sur les masses révolutionnaires.

Rupture avec le K.M.T. de gauche ?

De tout ce qui précède, on voit à quel point sont fondées les craintes qu'on veut faire naître sur une rupture du Parti Communiste avec le K.M.T. « Cela revient, disent les thèses, à abandonner le champ de

bataille et à livrer ses alliés du K. M. T. à la merci des ennemis de la Révolution ». Ces lignes pathétiques sont tout-à-fait déplacées. Il ne s'agit pas de rupture, il s'agit de préparer un bloc, non sur la base de la subordination mais sur celle de l'égalité réelle. Le K.M.T. révolutionnaire est encore à naître. Nous sommes d'avis que les communistes militent à l'intérieur du K. M. T., en attirant patiemment de leur côté les ouvriers et les paysans. Mais le Parti Communiste peut fort bien se faire un allié petit-bourgeois révolutionnaire sans se prosterner devant le K.M.T. à chacune des oscillations de ce dernier, en agissant au contraire franchement et directement, en son propre nom, sous son propre drapeau, en s'adressant aux ouvriers, en les organisant autour de lui, en montrant au K.M.T. par l'exemple et par les actes ce que c'est qu'un parti de masse, en soutenant chaque pas en avant du K.M.T. et en démasquant impitoyablement chaque hésitation ou chaque pas en arrière, en créant une véritable base révolutionnaire au bloc avec le K.M.T. sous la forme de Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats.

40. C'est une sottise d'affirmer que l'opposition réclamerait l'« isolement » politique du Parti Communiste. Il y a là aussi peu de vérité que dans cette autre affirmation selon laquelle l'opposition réclamerait l'abandon des Trades Unions en Angleterre. L'une et l'autre accusation n'ont servi qu'à masquer le bloc avec le K.M.T. de droite, et avec le Conseil général traître. L'opposition réclame énergiquement le renforcement et le développement du bloc avec les éléments révolutionnaires du K.M.T., l'alliance de combat aussi étroite que possible entre les ouvriers et la population pauvre des villes et des campagnes, l'orientation sur la dictature révolutionnaire des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie des villes.

Il faut :

a) Déclarer funeste les formes de bloc dans lesquelles le Parti communiste sacrifie les intérêts des ouvriers et des paysans, dans l'intention utopique de garder la bourgeoisie dans le camp de la Révolution nationale ;

b) Repousser purement et simplement les formes de bloc qui, directement ou indirectement, entravent l'initiative du Parti communiste en le soumettant au contrôle d'autres classes ;

c) Renoncer catégoriquement à des formes de bloc qui obligent le Parti communiste à rentrer son drapeau et à sacrifier le progrès de son influence et de son autorité aux intérêts de son allié ;

d) Fonder le bloc sur une communauté d'objectifs nettement formulés, et non sur des malentendus, des manœuvres diplomatiques et des faussetés ;

e) Déterminer les conditions et les limites du bloc avec une parfaite précision et les faire connaître à tous ;

f) Conserver au Parti sa pleine liberté de critique, le droit de surveiller son allié avec non moins de vigilance qu'un ennemi, sans oublier un instant qu'un allié s'appuyant sur d'autres classes ou dépendant d'autres classes n'est qu'un allié temporaire et peut, en raison des circonstances, se changer en adversaire et en ennemi ;

g) Préférer la liaison avec les masses petites-bourgeoises à la liaison avec les dirigeants de leurs partis ;

h) En fin de compte, ne se fier qu'à soi-même, à son organisation, à ses armes et à sa force.

L'observation de ces conditions rendra seule possible un bloc véritablement révolutionnaire et non une alliance hésitante, soumise à toutes sortes de péripéties, entre dirigeants. Elle seule permettra de s'appuyer sur l'alliance de tous les opprimés des villes et des campagnes, sous l'hégémonie politique de l'avant-garde prolétarienne.

La Révolution chinoise et le Comité anglo-russe

41. Dans la direction de la Révolution chinoise, nous avons affaire non à des erreurs tactiques, mais à une ligne de conduite radicalement fautive. Cela ressort

de tout ce qui précède. La chose sera encore plus claire si on compare notre politique en Chine à celle que nous faisons vis-à-vis du Comité Anglo-Russe. Dans ce dernier cas, l'inconsistance de la ligne opportuniste s'est manifestée moins tragiquement qu'en Chine, mais non moins complètement et non moins évidemment.

42. En Angleterre comme en Chine, on a adopté cette ligne de conduite erronée du rapprochement avec les dirigeants ayant du « poids », des relations personnelles, des combinaisons diplomatiques, en renonçant pratiquement à approfondir l'abîme entre les masses révolutionnaires ou du moins évoluant vers la gauche, et les dirigeants traîtres. En voulant nous attacher Tchang-Kai-Chek, nous avons poussé les communistes chinois à accepter les conditions dictatoriales que Tchang-Kai-Chek faisait au Parti. En voulant nous attacher Purcell, Hicks, Citrine et autres, nos délégués syndicaux ont adopté en principe la position de neutralité syndicale, ont reconnu le Conseil général des Trades Unions comme l'unique représentant du prolétariat anglais et se sont engagés en fait à ne pas intervenir dans le mouvement ouvrier britannique.

43. Les décisions de la conférence Anglo-Russe à Berlin signifient que l'on renonce pour l'avenir à soutenir les grévistes contre les briseurs de grèves avérés. Elles reviennent à condamner et à livrer la minorité syndicale, dans toute l'action dirigée contre les traîtres que nous reconnaissons comme les seuls interprètes de la classe ouvrière anglaise. Enfin, proclamer solennellement la « non-intervention », c'est capituler en principe devant l'étroitesse nationale et devant les formes les plus retardataires et les plus conservatrices du mouvement ouvrier.

44. Tchang-Kai-Chek nous accuse d'intervenir dans les affaires intérieures de la Chine, tout comme Citrine nous accusait d'intervenir dans celles des Trades Unions. Les deux accusations ne sont qu'une répétition sous une autre forme des accusations portées par l'impérialisme contre l'Etat ouvrier qui ose s'intéresser au sort des opprimés du monde entier. Dans ces cas comme dans les autres, Tchang-Kai-Chek et Citrine, dans des conditions différentes et à des postes différents, restent les agents de l'impérialisme, malgré leurs différends temporaires avec lui. En recherchant la collaboration avec des « chefs » de ce genre, nous sommes obligés de rétrécir, de limiter et de renier de plus en plus nos méthodes de mobilisation révolutionnaire.

45. Par notre fausse politique, nous avons non seulement aidé le Conseil général à conserver ses positions ébranlées depuis sa trahison de la grève, mais nous lui avons fourni les armes nécessaires pour nous imposer d'audacieuses exigences que nous avons docilement acceptées. Tout en parlant fièrement d'« hégémonie », nous nous sommes conduits, dans la Révolution chinoise et dans le mouvement ouvrier anglais, comme des vaincus moralement, et par là nous avons préparé notre défaite matérielle. Une déviation opportuniste est toujours accompagnée d'une perte de confiance dans sa propre politique.

46. Les affairistes du Conseil général, ayant reçu du Conseil des Syndicats de l'U.R.S.S. un engagement de non-intervention, persuadent certainement à Chamberlain que leur façon de combattre la propagande bolchevique est beaucoup plus efficace que les ultimatums et les menaces. Mais Chamberlain préfère la méthode combinée, joignant la diplomatie du Conseil général à la violence de l'impérialisme britannique.

47. Invoquer contre l'opposition le fait que Baldwin ou Chamberlain veulent « eux aussi » la rupture du Comité Anglo-Russe, c'est ne rien comprendre au mécanisme politique de la bourgeoisie. Baldwin a craint et craint justement l'influence pernicieuse des syndicats soviétiques sur le mouvement ouvrier anglais. La bourgeoisie anglaise, à la pression du Conseil des Syndicats de l'U.R.S.S. sur les dirigeants traîtres des Trades Unions, a opposé sa propre pression sur le Conseil général et elle a triomphé sur toute la ligne. Le Conseil

général a refusé d'accepter l'argent des Syndicats soviétiques et d'étudier, de concert avec eux, l'aide à fournir aux mineurs.

En exerçant sa pression sur le Conseil général, la bourgeoisie anglaise a influé, par l'intermédiaire de ce dernier, sur le Conseil des Syndicats de l'U.R.S.S. et en a obtenu, à la Conférence de Berlin, une capitulation inouïe sur les points essentiels de la lutte de classes. Un Comité Anglo-Russe de cette espèce ne sert que la bourgeoisie anglaise (voir le *Times*). Cela ne l'empêchera pas à l'avenir de continuer sa pression sur le Conseil général et d'exiger la rupture avec les Syndicats russes, car cette politique de pression et de chantage lui fait gagner tout ce que nous perdons par notre conduite insensée et sans principe.

48. Il faut accorder la même valeur aux insinuations d'après lesquelles Tchang-Kai-Chek serait « solidaire » avec l'opposition parce qu'il veut chasser les communistes du K.M.T. On fait circuler une phrase de Tchang-Kai-Chek, qui aurait dit à un autre général qu'il se trouvait d'accord sur ce point avec l'opposition du P.C. de l'U.R.S.S. Dans le document dont on tire cette « citation », les paroles de Tchang-Kai-Chek sont citées non pas comme l'expression de ses opinions, mais pour montrer qu'il est capable de tromper, de mentir, même de se déguiser pour quelques jours en « communiste de gauche », pour mieux frapper en traître. Bien plus, le document en question n'est qu'un acte d'accusation contre la tactique et l'action des représentants de l'I.C. en Chine. Au lieu d'en détacher des phrases séparées, et de leur donner un sens opposé à celui qu'elles ont dans le texte, il faudrait porter tout le document à la connaissance de l'I.C. Mais négligeons ces malencontreuses « citations » controuvées : il reste cette « coïncidence » que Tchang-Kai-Chek a toujours été contre le bloc avec les communistes, et nous, contre le bloc avec Tchang-Kai-Chek. L'école de Martynov tire de là la conclusion que la politique de l'opposition « en général » sert la réaction. Cette accusation, elle non plus, n'est pas nouvelle. Le bolchévisme a grandi en Russie, continuellement accompagné de l'accusation menchevique qu'il servait la réaction, qu'il aidait la monarchie contre les cadets, ou bien les cadets contre les S.R. et ainsi de suite. Renaudel accuse les communistes français de favoriser Poincaré en attaquant le bloc des radicaux et des socialistes. La social-démocratie allemande a prétendu plus d'une fois que notre refus d'entrer dans la Société des Nations faisait le jeu des pires impérialistes, etc., etc. Si la grande bourgeoisie, représentée par Tchang-Kai-Chek, a besoin de rompre avec le prolétariat, et si le prolétariat révolutionnaire a besoin de rompre avec la bourgeoisie, cela ne témoigne pas de leur solidarité, mais au contraire de leur inconciliable antagonisme social. Les incorrigibles opportunistes se tiennent entre la bourgeoisie et le prolétariat et accusent les deux flancs « extrêmes » de vouloir rompre le front national et de favoriser la réaction. Accuser l'opposition de faire le jeu de Chamberlain, de Thomas ou de Tchang-Kai-Chek, c'est montrer l'esprit borné d'un opportuniste et du même coup reconnaître involontairement le caractère prolétarien et révolutionnaire de notre ligne politique.

49. La Conférence de Berlin, coïncidant avec le début de l'intervention anglaise en Chine, n'a pas osé toucher la question des mesures efficaces à prendre contre les actes de brigandage de l'impérialisme britannique en Extrême-Orient. Y a-t-il preuve plus éclatante de cette vérité que le Comité Anglo-Russe est incapable même de bouger le petit doigt pour prévenir une guerre ? Mais il n'est pas seulement inutile, il cause un tort incroyable au mouvement révolutionnaire, comme naturellement toute illusion et tout mensonge. En invoquant sa collaboration avec les Syndicats soviétiques pour « l'œuvre de paix », le Conseil général pourra calmer et rassurer le prolétariat anglais alarmé par le danger de guerre. Le Conseil

des Syndicats soviétiques joue maintenant le rôle, aux yeux de classe ouvrière d'Angleterre et du monde entier, de garant de la politique internationale des traîtres du Conseil général. Du même coup se trouve affaiblie et inopérante la critique des éléments révolutionnaires d'Angleterre contre le Conseil général. Grâce à Purcell, à Hicks et C^{ie}, Mac Donald et Thomas obtiennent la possibilité de conduire les masses ouvrières dans un état de léthargie jusqu'au seuil de la guerre, pour les appeler ensuite à la défense de la patrie démocratique. Le camarade Tomsky, dans sa dernière interview (*Pravda* 8 mai), en critiquant Thomas, Havelock Wilson et autres mercenaires de la finance ne dit pas un mot du travail clandestin, démoralisateur, endormeur et par suite infiniment plus nuisible, des Purcell, Hicks et C^{ie}. Ces « alliés » ne sont pas nommés dans l'interview, tout comme s'ils n'existaient pas. Alors, à quoi bon faire bloc avec eux ? Mais ils existent. Sans eux, Thomas n'existe pas politiquement. Sans Thomas, Baldwin, c'est-à-dire le régime capitaliste en Angleterre, n'existe pas. En dépit de nos meilleures intentions, soutenir le bloc avec Purcell, c'est en réalité soutenir tout le régime britannique et favoriser son action en Chine. Après tous les événements, cela est clair pour tout révolutionnaire qui a été à l'école de Lénine. Ainsi, notre collaboration avec Tchang-Kai-Chek a endormi la vigilance du prolétariat chinois et facilité le coup d'Etat d'avril.

La théorie des stades et le « socialisme dans un seul pays »

50. La justification de principe de la tactique opportuniste a été cherchée dans la théorie « suiviste » des « stades » ou des « degrés », maintes fois énoncée ces derniers temps par Staline. Réclamer la pleine indépendance organique et politique du Parti communiste chinois, ce serait sauter plusieurs degrés. Réclamer l'organisation soviétique pour les ouvriers et les paysans entraînés dans la guerre civile, ce serait sauter à travers plusieurs « stades ». Réclamer la rupture du bloc politique avec les traîtres du Conseil général, qui accomplissent actuellement un travail ignoble, ce serait brûler les étapes. Le gouvernement national, bourgeois et conservateur du K.M.T., le commandement militaire de Tchang-Kai-Chek, le Conseil général, toute institution en un mot fondée par la pression des classes possédantes et dominantes et constituant un obstacle au mouvement révolutionnaire des masses, devient, pour cette théorie, un « degré » de l'histoire, auquel il faut adapter sa politique jusqu'au jour où « les masses elles-mêmes » le bousculeront. Une fois entrée dans cette voie, notre politique, de facteur révolutionnaire, se change fatalement en facteur de conservation. La marche de la Révolution chinoise et le sort du Comité Anglo-Russe en fournissent un avertissement menaçant.

51. Des faits comme les échecs des grandes grèves du prolétariat anglais l'an dernier et de la Révolution chinoise cette année, ne peuvent être sans conséquence pour le mouvement ouvrier international, de même que la défaite du prolétariat allemand en automne 1923. L'affaiblissement temporaire inévitable des positions révolutionnaires est par lui-même un grand mal. Il peut devenir pour longtemps irréparable avec une orientation erronée, une ligne stratégique fautive. C'est précisément aujourd'hui, pendant le reflux temporaire de la révolution, qu'il faut combattre plus que jamais les manifestations d'opportunisme et d'étroitesse nationale et défendre l'internationalisme révolutionnaire.

En acceptant le principe de non-intervention, notre délégation, quelles que soient ses intentions, favorise les tendances les plus décadentes et les plus conservatrices de la classe ouvrière. Il n'y a rien d'étonnant à ce que certains groupements ouvriers, plus retarda-

ires ou fatigués, considèrent l'intervention dans la grève anglaise ou dans la Révolution chinoise comme une erreur. Ils raisonnent de plus en plus de la façon suivante : « Ne nous enseigne-t-on pas que nous pouvons construire le socialisme dans notre pays, même sans révolution dans les autres pays, pourvu qu'il n'y ait pas d'intervention ? Il faut donc faire une politique qui ne provoque pas d'interventions. Intervenir en Angleterre et en Chine est une erreur ; puisque cette politique, sans donner de résultats positifs, pousse la bourgeoisie dans la voie des interventions militaires et, par là, menace la construction du socialisme dans notre pays ».

Sans aucun doute, après les défaites du mouvement révolutionnaire international, la théorie du socialisme dans un seul pays, indépendamment de la volonté de ses auteurs, servira de justification, de fondement et de consécration à toutes les tendances qui aspirent à limiter les objectifs révolutionnaires à l'envergure diminuée de la lutte, à l'étroitesse nationale et conservatrice.

Or, le moindre écart dans la direction de la « non-intervention », couvert ou non par la théorie du socialisme dans un seul pays, augmente le danger du côté de l'impérialisme au lieu de le diminuer.

En ce qui concerne la Révolution chinoise, il est parfaitement clair et incontestable que seule une plus profonde emprise sur les masses, seul un programme social plus radical, seule la devise des Soviets ouvriers et paysans, peuvent constituer une protection sérieuse contre une attaque militaire de l'extérieur. Seule une révolution sur l'étendard de laquelle les travailleurs et les opprimés inscrivent bien nettement leurs revendications propres est capable d'intéresser vraiment non seulement le prolétariat international, mais aussi les soldats du capitalisme. Nous le savons par expérience. Nous l'avons vu et vérifié pendant la guerre civile, sous Arkhangel, Odessa et en d'autres lieux. La direction des traîtres opportunistes n'a pas protégé Nankin contre la mise à sac. Elle a ouvert l'accès du Yang-Tsé-Kiang aux bâtiments ennemis. Une direction révolutionnaire, en présence d'un puissant mouvement social, rendra les eaux du Yang-Tsé-Kiang brûlantes aux flottes de Chamberlain et de Mac Donald. En tout cas, c'est là pour la révolution le seul moyen et le seul espoir de défense.

L'élargissement du front soviétique est en même temps la meilleure défense de l'U.R.S.S. C'est une sottise, dans la situation actuelle, de dire que notre position internationale a empiré, ou peut empirer, par suite d'erreurs « de gauche ». Si elle a empiré, c'est par suite de la défaite de la Révolution chinoise. Cette défaite est un événement historique, que nous y soyons mêlés ou non. Si nous n'étions pas intervenus, l'impérialisme intervenant, nous lui aurions seulement facilité la tâche contre la Chine et contre nous-mêmes. Mais il y a intervention et intervention. La sorte d'intervention la plus fautive et la plus dangereuse est celle qui prétend arrêter à mi-chemin la marche de la révolution. La paix est au centre de notre politique internationale. Mais même le tenant le plus extrême de l'école de Martynov n'osera jamais dire que notre politique de paix contredit le développement de la Révolution chinoise ou que ce développement, au contraire, peut contredire notre politique de paix. L'un complète l'autre. Le meilleur moyen de défendre l'U.R.S.S. sera de surmonter la contre-révolution de Tchang-Kai-Chek et de porter le mouvement à un stade plus élevé. Repousser, dans de pareilles conditions, les Soviets en Chine, c'est désarmer la Révolution chinoise ; proclamer le principe de non-intervention à l'égard du prolétariat européen, c'est affaiblir son avant-garde révolutionnaire. L'un et l'autre affaiblissent du même coup la situation de l'U.R.S.S., principale citadelle du prolétariat international.

Nous voyons ainsi les erreurs s'ajouter aux erreurs pour donner dans l'ensemble une ligne qui s'écarte de

plus en plus de celle du bolchévisme. Les voix de la critique et les avertissements sont interprétés comme des obstacles. Le déplacement de la ligne officielle vers la droite se complète par des coups contre la gauche. Continuer dans cette voie mettrait en danger extrême et l'Etat soviétique, et l'I.C. Garder le silence sur ces dangers, devant l'avant-garde prolétarienne internationale, serait trahir le communisme.

Nous ne doutons pas un instant qu'on puisse réparer les erreurs, redresser les écarts, corriger la ligne adoptée, tout cela sans crise aiguë et sans secousses. La voix des faits est trop éloquente, les leçons de l'expérience sont trop évidentes. Il faut seulement que notre Parti, le Parti communiste de l'U.R.S.S. et celui du monde entier, obtienne toute possibilité d'apprécier librement et calmement les faits et d'en tirer les conclusions convenables. Nous croyons fermement qu'il les tirera dans un esprit d'unité révolutionnaire.

7 Mai 1927.

L. TROTSKY.

Le discours de Tchen-Du-Hsiu sur les tâches du P.C. chinois

(EPILOGUE)

52. A quoi sert le marxisme en politique ? A comprendre ce qui est et à prévoir ce qui sera. Il faut prévoir avant d'agir. Nous savons déjà ce qu'il est advenu des prédictions du camarade Staline : une semaine avant le coup d'Etat de Tchang-Kai-Chek, il défendait celui-ci et lui faisait de la réclame en invitant à utiliser les gens de droite, leur expérience, leurs liaisons (discours aux fonctionnaires de Moscou, 5 avril). Dans ses thèses, Staline donne un autre modèle de sa clairvoyance éprouvée ainsi par la vie. La question centrale de notre critique des thèses a été formulée par nous de la façon suivante : « Existe-t-il déjà un nouveau centre de la révolution, ou ne faut-il le créer que maintenant ? » Staline a prétendu qu'en Chine, après le coup d'état de Tchang-Kai-Chek, il y a « deux gouvernements, deux armées et deux centres : le centre révolutionnaire à Ouhan et le centre contre-révolutionnaire à Nankin ». Staline, a prétendu que l'on ne peut instaurer de Soviets, car ce serait le soulèvement contre le centre de Ouhan, l'« unique gouvernement » de la Chine du Sud. Nous avons qualifié cette caractéristique de « fausse, superficielle, vulgaire », nous avons appelé ce soi-disant gouvernement de Ouhan la « direction de Ouhan » et nous avons prouvé que dans la Chine du Sud, après la brusque volte-face de la guerre civile vers une autre ligne de classe, il n'y a pas encore de gouvernement et que c'est maintenant qu'il faut en créer un.

Dans la *Pravda* du 15 mai, on a reproduit le discours du camarade Tchen-Du-Hsiu au Congrès du P.C. Chinois (29 avril). Ni Staline, ni nous, n'avions ce discours lorsque Staline a écrit ses thèses et que nous en avons fait la critique. Tchen-Du-Hsiu ne caractérise pas la situation sur la base d'une analyse générale des circonstances, mais sur celle de ses observations immédiates. Que dit-il du nouveau mouvement révolutionnaire ? Il déclare carrément que « ce serait une faute » de considérer le gouvernement de Ouhan comme un organe de la dictature démocratique révolutionnaire : « Ce n'est pas encore un gouvernement des masses ouvrières et paysannes, mais uniquement un bloc de chefs ». Mais n'est-ce pas mot pour mot ce que nous avons dit contre Staline ?

Staline écrivait : « Il n'y a pas d'autre pouvoir gouvernemental maintenant que le gouvernement du Kuomintang révolutionnaire ». Nous lui avons répondu : « La position bureaucratique et conforme à

l'appareil envers le gouvernement révolutionnaire ne fait que dégager par ces mots son odeur nauséabonde ! Les classes viennent et s'en vont, mais la continuité du gouvernement du Kuomintang demeure, (apparemment), et il ne suffit pas d'appeler Ouhan le centre de la révolution pour qu'il le devienne réellement ». (Voir plus haut). Ainsi, au lieu de faire voir clairement aux révolutionnaires chinois, et en première ligne aux communistes, que le gouvernement de Ouhan va se briser la tête, qu'il s'imaginera qu'il est déjà lui-même le seul gouvernement en Chine, au lieu de se tourner sans ménagement contre l'hypocrisie décorative des révolutionnaires petits-bourgeois qui a déjà fait périr tant de révolutions, au lieu de crier directement aux oreilles du centre peu sûr, hésitant, vacillant de Ouhan : « Ne vous laissez pas tromper par les apparences extérieures, ne vous laissez pas étourdir par l'éclat de vos propres dénominations et manifestes, commencez à faire le dur travail journalier, mettez debout les masses, édifiez des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, instaurer un pouvoir gouvernemental révolutionnaire », — au lieu de tout cela, Staline se précipite contre le mot d'ordre des Soviets et soutient les pires préjugés bureaucratiques et les opinions superstitieuses de ces révolutionnaires de malheur qui ont peur des Soviets populaires mais qui, par conséquent, croient aux tâches d'encre sacrées de la correspondance du Kuomintang.

Tchen-Du-Hsiu caractérise sur la base de ses propres observations la situation, exactement en nos propres termes inspirés de considérations théoriques. Pas de gouvernement révolutionnaire, mais uniquement un bloc de chefs. Or, cela ne signifie nullement que Tchen-Du-Hsiu tire de justes conclusions des circonstances qu'il a caractérisées justement. Comme il a pieds et poings liés par de fausses directives, Tchen-Du-Hsiu tire des déductions qui contredisent radicalement sa propre analyse. Il dit : « Devant nous se trouve la tâche de commencer à édifier un gouvernement révolutionnaire et démocratique véritable, dès que la situation se sera transformée dans le domaine du gouvernement national et que la menace de l'intervention étrangère et de l'offensive des militaristes aura disparu ».

Il faut le dire ici directement et ouvertement : poser ainsi la question, c'est prendre le chemin de la perte le plus sûr et le plus court. La création d'un véritable gouvernement révolutionnaire s'appuyant sur les masses du peuple est reléguée au moment où les dangers auront disparu, mais le danger central ne consiste-t-il pas dans le fait qu'au lieu d'un gouvernement révolutionnaire dans la Chine du Sud, il n'y a provisoirement qu'un bloc de chefs ? C'est ce mal principal qui décuple tous les autres dangers, y compris aussi le danger militaire. Si l'on veut se préserver dans une mesure aussi grande que possible de la bande des militaristes étrangers et de sa « propre » bande militariste, il faut devenir fort, s'affermir, s'organiser, s'armer. Il n'y a pas d'autres voies. Il ne faut pas se cacher la tête dans le sable. Les artifices ne servent de rien. Il faut éveiller l'enthousiasme des masses, leur résolution à lutter et à mourir pour leur propre cause. Mais il faut pour cela se saisir aussi profondément que possible des masses, au point de vue politique et de l'organisation. Il faut immédiatement, sans perdre une seule heure, leur donner un programme d'action révolutionnaire et la forme d'organisation des Soviets. Il n'y a pas d'autres voies. Si l'on retarde la création d'un gouvernement révolutionnaire jusqu'au moment où n'importe qui aura écarté de n'importe quelle manière les dangers de guerre, on s'engage sur le chemin de la perte le plus sûr et le plus court.

54. En ce qui concerne le mouvement agraire, Tchen-Du-Hsiu reconnaît loyalement que le programme agraire du Parti (abaissement des fermages) est complètement insuffisant. Le mouvement paysan,

dit-il, « se transforme dans la lutte pour la terre, la paysannerie se soulève spontanément et veut régler elle-même la question de la terre ». Plus loin, Tchen-Du-Hsiu déclare ouvertement : « Nous avons suivi une politique trop pacifique. Maintenant, il est nécessaire de confisquer la grande propriété... ». Si l'on développe de façon marxiste le contenu de ces paroles, elles sont la condamnation la plus dure de toute la ligne passée du Parti chinois, ainsi que de l'I.C., dans la question agraire de la révolution chinoise. Au lieu de prévoir d'avance le cours du mouvement agraire, de fixer à temps les mots d'ordre et de les jeter au moyen des ouvriers, des soldats révolutionnaires et des paysans avancés dans les masses paysannes, le Parti Communiste chinois est resté énormément en arrière du mouvement agraire spontané. Peut-il y avoir une forme plus odieuse de « suivisme » ? « Nous avons suivi une politique trop pacifiste ». Mais que signifie la politique pacifique d'un parti révolutionnaire à l'époque d'une révolution agraire spontanée ? Elle signifie la faute historique la plus lourde qu'un parti du prolétariat puisse jamais commettre. Politique pacifique (abaissement des fermages), alors que le paysan lutte déjà spontanément pour la terre, ce n'est pas une politique de compromission menchevique, mais une politique de compromission libérale. Seul un philistin, gâté par une soi-disant sagesse d'Etat, ne le comprend pas, mais en aucun cas un révolutionnaire ne saurait s'y tromper.

55. Mais de sa caractéristique juste, et par conséquent implacable, des rapports du Parti avec le mouvement agraire, Tchen-Du-Hsiu ne tire pas seulement des conclusions fausses, mais aussi directement néfastes : « Il est nécessaire maintenant de confisquer la grande propriété terrienne, mais en même temps de faire des concessions aux petits propriétaires terriens avec lesquels on doit compter ». En principe, on ne peut attaquer une telle façon de poser la question. Il faut déterminer clairement qui passe pour petit propriétaire terrien, et dans quelle partie de la Chine, comment et dans quelles limites il faut compter avec. Or, Tchen-Du-Hsiu dit ceci :

« Cependant, il est nécessaire d'attendre aussi pour confisquer la grande propriété terrienne le développement ultérieur des actions militaires ; la seule décision juste est dans le moment présent le principe de l'approfondissement de la révolution et seulement après son élargissement ».

Cette voie est la plus sûre, la plus déterminée, le chemin le plus court vers la perte. Le paysan s'est déjà soulevé pour s'emparer des terres des grands propriétaires fonciers. Notre parti, dans une contradiction monstrueuse avec son programme, avec son nom, mène une politique agraire pacifique-libérale. Tchen-Du-Hsiu lui-même déclare qu'« il est maintenant (?) nécessaire de confisquer la grande propriété terrienne », mais aussitôt il réfléchit que l'on « ne doit pas tomber dans un extrémisme de gauche » (ce sont les propres paroles de Tchen-Du-Hsiu) et il ajoute que l'on doit, jusqu'à la confiscation de la grande propriété terrienne « attendre le développement ultérieur des actions militaires » que l'on doit d'abord élargir la révolution et que l'on ne doit l'approfondir que plus tard.

Mais tout ceci n'est-il pas une répétition aveugle de l'ancienne formule, depuis longtemps connue et périmée, de la duperie nationale-libérale des masses : d'abord la victoire, ensuite la réforme ? Nous allons d'abord « élargir » le sol — pour qui ? pour les grands propriétaires terriens — et ensuite, après la victoire, nous nous occuperons en toute tranquillité de l'« approfondissement ». Tout paysan chinois intelligent et de raison moyenne répondra au camarade Tchen-Du-Hsiu : « Si le gouvernement de Ouhan, au moment actuel où il est environné d'ennemis et

pour qui l'aide paysanne est une question de vie ou de mort, si ce gouvernement n'ose pas maintenant nous donner les terres-mêmes des grands propriétaires fonciers ou s'il ne le veut pas, une fois qu'il sera sorti du cercle qui l'enserme, une fois qu'il aura vaincu ses ennemis avec notre aide, il nous donnera exactement autant de terre que Tchang-Kai-Chek en a donné aux ouvriers de Shanghai ». Il faut dire en pleine clarté : la formule agraire de Tchen-Du-Hsiu, qui a pieds et poings liés par la fausse direction des représentants de l'I. C., n'est objectivement rien d'autre que la formule de désolidarisation du P. C. chinois de ce mouvement agraire réel qui se produit maintenant en Chine et qui apporte une nouvelle vague de la révolution chinoise.

Pour renforcer et approfondir cette vague, on a besoin de conseils paysans avec le drapeau déployé de la révolution agraire non après la victoire, mais immédiatement, afin d'assurer la victoire.

Si l'on ne veut pas permettre que la vague paysanne se brise et se disperse en écume, il faut unir les conseils paysans aux conseils ouvriers dans les villes et les centres industriels et ajouter encore aux conseils ouvriers des conseils de la population pauvre pris dans les secteurs citadins du commerce et de l'artisanat.

Si l'on ne veut pas permettre que la bourgeoisie enfonce un coin entre les masses révolutionnaires et l'armée, il faut intégrer les conseils de soldats dans la chaîne révolutionnaire.

Il faut aussi vite que possible, aussi hardiment que possible, aussi énergiquement que possible approfondir la révolution, non après la victoire, mais immédiatement, sinon il n'y aura pas de victoire.

L'approfondissement de la révolution agraire, la prise de possession immédiate du sol par les paysans affaibliront sur le champ Tchang-Kai-Chek, porteront le trouble dans les rangs de ses soldats et dresseront l'hinterland paysan. Il n'y a pas d'autre chemin pour la victoire et il ne peut y en avoir d'autre.

Avons-nous réellement, en l'espace de vingt ans, fait trois révolutions pour oublier l'A. B. C. de la première d'entre elles ? Celui qui, pendant la révolution agraire, fait une politique pacifique est perdu. Celui qui renvoie les choses, vacille, attend, perd du temps, celui-là est perdu. La formule de Tchen-Du-Hsiu est la voie la plus assurée pour conduire la révolution à sa perte.

Il se trouvera des calomniateurs pour dire que nos paroles sont dictées par la haine contre le P. C. chinois et ses chefs. N'a-t-on pas dit en son temps que notre position dans le Comité anglo-russe signifiait une position hostile au P. C. britannique ? Les événements ont confirmé que c'est précisément nous qui avons agi à l'égard des communistes britanniques comme de fidèles révolutionnaires et non comme des flagorneurs bureaucrates. Les événements confirmeront — ils le confirment chaque jour — que notre critique des communistes chinois était dictée par une position révolutionnaire plus sérieuse, plus marxiste, à l'égard de la révolution chinoise, que ne l'était la position des flagorneurs bureaucrates qui approuvent tout après coup pourvu qu'ils n'aient rien à prévoir pour l'avenir.

Le fait que le discours de Tchen-Du-Hsiu est reproduit dans la *Pravda* sans un seul mot de commentaire, qu'à ce discours aucun article n'est consacré démasquant son cours néfaste, ce fait doit remplir chaque révolutionnaire du plus grand souci, car ne s'agit-il pas de l'organe central du parti de Lénine ?

Que les endormeurs ne viennent pas nous parler des « fautes inévitables d'un jeune parti communiste ». Il ne s'agit pas de fautes isolées. Il s'agit de la faute des fautes. Il s'agit de la fausse ligne fondamentale dont les thèses de Staline sont l'expression achevée,

L'accord final nécessaire

Dans le numéro du *Messageur socialiste* du 9 mai, on lit dans l'article qui commente les thèses de Staline :

« Si l'on fait abstraction des paroles qui enveloppent obligatoirement les thèses d'un chef communiste, on ne peut objecter beaucoup à l'essentiel de la ligne qui y est tracée. Autant que possible ne pas sortir du Kuomintang et se cramponner jusqu'à la dernière extrémité à son aile gauche et au gouvernement de Ouhan ; « éviter un combat décisif dans des conditions défavorables » ; ne pas lancer le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » afin de ne pas mettre dans les mains des ennemis du peuple chinois de nouvelles armes pour lutter contre la révolution et pour forger à nouveau la légende qu'en Chine ce n'est pas une révolution nationale qui a lieu, mais une transplantation artificielle de la soviétisation moscovite — que peut-il y avoir en effet de plus sage pour les bolchéviks après que le « front unique » est visiblement et irrémédiablement détruit et que dans des « circonstances tout-à-fait défavorables » on a brisé tant de porcelaine ? » (*Messageur socialiste* n° 9 (151), page 1).

Donc, après que le *Messageur* eut reconnu dans son numéro du 23 avril que Martynov analyse dans la *Pravda* les tâches de la révolution chinoise « de façon très impressionnante » et « tout-à-fait à la manière menchévique », l'éditorial de l'organe central des menchéviks déclare dans son dernier numéro que l'on peut objecter « à peine quelque chose à l'essentiel de la ligne » tracée dans les thèses de Staline. Cette coïncidence des lignes politiques dispense d'explications particulières.

Mais il y a plus encore. Le même article du *Messageur socialiste* dit plus loin sur un ton méprisant — nous citons littéralement : « La ligne de Radek qui, couverte par des mots d'ordre tout-à-fait « de gauche » (sortie du Kuomintang, « propagande du système des Soviets », etc.) exige en réalité « qu'on se retire simplement et qu'on laisse faire le jeu... » (*Messageur socialiste*, n° 9 (151), page 2). La ligne de Radek est caractérisée ici par des phrases d'éditoriaux et de feuilletons de la *Pravda*. Il ne peut d'ailleurs pas en être autrement : Radek ne peut rien dire ouvertement de sa ligne dans la presse, sinon le Parti apprendrait que la ligne de Radek est confirmée par tous les événements. La rédaction du *Messageur socialiste* représente « la ligne de Radek » non seulement avec les phrases de la *Pravda*, mais elle les apprécie aussi en pleine communauté de vues avec les articles de la *Pravda*. D'après Dan, la ligne de l'opposition donne la possibilité « couverte par des mots d'ordre tout-à-fait « de gauche », en réalité de « laisser faire le jeu ». Nous avons déjà lu dans les articles de la *Pravda* qu'« il faut dire une messe mortuaire » pour la révolution chinoise, qu'il faut que les communistes chinois « rentrent en eux-mêmes », qu'ils renoncent aux « grandes actions et aux grands plans », et que tout ceci est le « sermon de la liquidation de la révolution chinoise », si l'on accepte la ligne de l'opposition. Cela a été dit littéralement, par exemple dans l'éditorial de la *Pravda* du 16 mai 1927. Nous voyons que c'est mot pour mot ce que dit Dan, ou plus exactement Dan dit de l'opposition, mot pour mot, ce que la *Pravda* en a dit dans une série de ses articles. Dan approuve les thèses de Staline et se moque du « liquidateur » Radek qui couvre son liquidationnisme de phrases tout-à-fait de gauche. Maintenant tout est clair : le liquidationnisme de Radek est le même liquidationnisme jugé comme liquidationnisme par le fameux révolutionnaire Dan. Tel est ce que l'éditorial du *Messageur socialiste* présente comme enseignement à ceux qui sont encore incapables d'apprendre quelque chose.

Il est vraiment d'une grande importance que l'article du *Messageur socialiste* soit arrivé à Moscou la veille de l'ouverture de la séance du C. E. de l'I. C. qui doit largement délibérer sur le problème de la Révolution chinoise,

17 mai 1927,

Entre nous

Avec ce numéro, le *Bulletin* entre dans sa neuvième année et se rapproche sensiblement d'une parution régulière et actuelle.

La nécessité de publier de très longs articles et, en même temps, de mettre notre publication à jour nous a imposé de renoncer à nos rubriques régulières ; mais nous comptons bien y revenir dès que le *Bulletin* aura rattrapé son retard, c'est-à-dire sans doute dans deux mois.

Nous rappelons à tous que les abonnements doivent être renouvelés pour 1928 ; une cinquantaine seulement l'ont été avant la sortie de ce numéro. Nous espérons n'avoir pas besoin de relancer nos abonnés avec des circulaires et des recouvrements postaux.

Nous publions d'autre part la première liste de souscriptions et demandons à nos amis de contribuer au maximum. Rappelons qu'il nous faut 3.000 francs pour régler nos dettes et avoir l'assurance de pouvoir paraître sans à-coups tout au long de 1928.

La lettre de Ioffe

La lettre écrite par Ioffe à l'intention de Trotsky et du mouvement communiste tout entier, publiée dans le *Bulletin Communiste*, n° 23 bis, a eu un retentissement tel que les dirigeants du Parti Communiste russe et de l'Internationale n'ont pas pu la cacher plus longtemps.

Après avoir fait ou laissé dire que ce document était un faux de Souvarine (1), notamment dans la *Tribune* d'Amsterdam, dont le rédacteur en chef est l'ex-directeur d'une publication pornographique intitulée *Le Chat Noir* (digne émule de Karl Tiedt, l'ami de Barbusse), il a fallu en reconnaître l'authenticité et le publier dans le *Bolchevik* (organe du P.C. russe) et dans la *Correspondance Internationale* (édition française, n° 4, p. 62), avec un commentaire malodorant de Jaroslavsky.

Le camarade Bourlois, député de la Seine, et les autres camarades qui demandaient des preuves (sic) de l'authenticité de la lettre sont maintenant éclairés.

A noter que la *Correspondance Internationale*, suivant l'exemple donné par un autre journal : *L'Unité léniniste*, a eu recours à la traduction de Souvarine tout en maquillant les premières lignes au dommage du texte...

(Cette traduction comporte d'ailleurs une erreur due à la mauvaise transcription de l'original russe. Elle n'a pas assez d'importance pour mériter rectification).

Notre Souscription

1^{re} Liste

Un Chambérien, 10 fr. — Lachastre, 10 fr. — A. D., 10 fr. — Bottelherghs, 40 fr. — Camus, 10 fr. — P. George, 5 fr. — Simone B., 200 fr. — D^r Boutin, 5 fr. — F. Gérard, 5 fr. — J. Mesnil, 5 fr. — Camarades de Lyon, 60 fr. — Richard, 15 fr. — Berthelemy, 20 fr. — Didier, 10 fr. — X..., 50 fr. — Gor., 6 fr. — G. Joly, 15 fr. — Ilouz, 20 fr. — Elie S., 15 fr. — Lachastre, 10 fr.

Total de la 1^{re} liste : 521 francs.

Sans compter trois abonnements de soutien à 100 francs. Nous comptons sur la solidarité active de tous nos lecteurs pour allonger la souscription.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE MADELAINE & RAYNARD
La Roche-sur-Yon (Vendée)